

septembre. Ce fut une scène de désordre et de violence. Le public empêcha les orateurs de parler, et la police dut intervenir. Dans tous les centres de l'Angleterre des réunions furent organisées, des discours prononcés, des brochures distribuées. Mais tous ces efforts venaient se briser contre l'énorme poussée de l'opinion populaire conduite par la presse.

II

L'ultimatum vint enfin mettre le feu aux poudres et ouvrir une nouvelle période. Le parti de la paix se trouva dès lors considérablement réduit. Beaucoup, qui jusque-là s'étaient opposés à la guerre, s'y résignèrent sans plus de protestation. La résolution prise par le parti libéral de ne pas entraver le gouvernement durant les hostilités détruisit tout clivage politique entre partisans de la paix et partisans de la guerre. On compta quelques conservateurs parmi les premiers (entre autres sir Ed. Clarke), pendant qu'une partie des libéraux passait chez les seconds, sous la conduite de lord Rosebery. Toutefois, la grande majorité des opposants actuels se recrute parmi les libéraux avancés et parmi les socialistes.

Le but de l'opposition était désormais d'arrêter les hostilités et de préparer un terrain d'entente entre les belligérants. De nombreux comités se constituèrent, à cet effet, dans les différentes villes du royaume. La plupart ne sont que des branches des trois comités principaux établis à Londres: "Le Transvaal Committee", le "Stop the War Committee" et le "South Africa Conciliation Committee."

Le "Transvaal Committee" est le plus ancien. Il fut formé le 12 juin 1899, à une réunion du comité exécutif des "Liberal Forwards". La résolution y fut prise de surveiller les procédés du Colonial Office, et d'éclairer l'opinion publique de façon à prévenir une guerre entre l'empire britannique et le Transvaal." Après l'ultimatum, il dut nécessairement modifier sa tactique et consacrer ses efforts à la cessation rapide et honorable des hostilités.